



HAL
open science

Opinion publique et propagande contre les incendies de forêt

Ricardo Vélez

► **To cite this version:**

Ricardo Vélez. Opinion publique et propagande contre les incendies de forêt. Revue forestière française, 1979, 31 (1), pp.9-14. <10.4267/2042/21952>. <hal-03397172>

HAL Id: hal-03397172

<https://hal.science/hal-03397172v1>

Submitted on 22 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Opinion publique et propagande contre les incendies de forêt

La présence d'un sous-étage de feuillus peu combustibles dans les pinèdes peut réduire dans une mesure importante le danger d'incendie ; l'établissement de groupes plus ou moins grands de feuillus dans les clairières des peuplements de conifères présente le même avantage, ainsi que l'alternance de blocs et de bandes de différentes essences.

Les programmes de *reconstitution* des forêts dégradées et de *reboisement* doivent suivre les mêmes principes. Il faut éviter les plantations monospécifiques, surtout de conifères, sur de grandes surfaces, mais morceler les groupes de résineux, en mélange avec les feuillus. Il faudra tirer avantage de la situation locale pour constituer, par exemple, le long des torrents et des ravins plus humides, des zones de végétation plus résistantes au feu.

L'application souple et soigneuse de ces grandes lignes devrait permettre d'aboutir à une forêt bien diversifiée par composition et par structure, à large dominance de feuillus et en général d'espèces peu combustibles, à présence réduite de matériels inflammables : une forêt qui, en synthèse, présente le minimum de risque d'incendie.

C'est la tâche du forestier d'amener la forêt vers cet état idéal, mais c'est à tous les hommes de protéger leurs forêts.

RICARDO MORANDINI

Directeur

ISTITUTO SPERIMENTALE
PAR LA SYLVICOLTURA

Via Eritrea 9
52100 AREZZO (Italie)

OPINION PUBLIQUE ET PROPAGANDE CONTRE LES INCENDIES DE FORÊT

Comme le démontrent les statistiques, 95 % des incendies de forêt survenus en Espagne, sont provoqués par l'homme au cours de ses activités. Causés tantôt par négligences, tantôt par malveillance, ils font des dégâts dans la richesse forestière.

Une classification des incendies d'après leurs causes a été effectuée par M. José Luis Montero, docteur-ingénieur des Forêts et présentée ci-après sous forme schématique.

On en déduit clairement l'existence d'attitudes différentes, les unes délibérées, les autres imprudentes, en ce qui concerne le binôme feu-forêt. La connaissance des causes et de leur importance est fondamentale pour orienter la politique de prévention des incendies de manière à orienter efficacement les actions de prévention.

En ce sens, des études à échelles régionale et nationale ont été entreprises récemment sur ce sujet.

CAMPAGNES DE PROPAGANDE

Il faut souligner que ces études sur l'attitude de la population ont été réalisées après d'intenses campagnes de propagande préventive commencées il y a plus de quinze ans. Ces campagnes sont organisées annuellement et redoublent d'intensité en été, de juillet à octobre, à l'époque la plus dangereuse pour les incendies.

La propagande a deux objectifs principaux :

- informer le public de l'existence d'un danger qui menace les forêts et porte préjudice à toute la communauté ;
- expliquer les actions possibles de chacun face à ce danger.

Classification des incendies de forêt en fonction de leurs causes

Degré		Cause	Remède spécifique	Remèdes généraux
0	Naturels	Foudre	—	LUTTE PRÉVENTIVE - ORGANISATION DE L'EXTINCTION INTÉRESSER LES VILLAGES PROCHES DES FORÊTS A LA PROPRIÉTÉ FORESTIÈRE
1	Semi-naturels	Foudre, dans les reboisements artificiels avec sous-bois d'herbes sèches, conséquence de la limitation faite au pacage.	Permettre le pâturage surveillé dans reboisements.	
2	Agricoles	Utilisation du feu comme instrument de culture.	Accords entre agriculteurs et éleveurs sur le mode et l'époque d'utilisation du feu.	
3	Accidentels	Imprudences.	Education, propagande.	
4	Semi-volontaires	Feux provoqués par des psychopathes.	Eviter d'insister sur l'association d'idées « forêt-feu ».	
5	Volontaires	Ressentiments contre la propriété forestière et ses agents.	Assouplissement du comportement des agents forestiers.	
6	Organisés	Politique : provoquer une instabilité sociale. Economique : promouvoir la vente de matériel contre les incendies ou l'offre de bois à bas prix.	Action du gouvernement.	

Source : José Luis Montero de Burgos, docteur-ingénieur des Forêts.

Opinion publique et propagande contre les incendies de forêt

Les moyens utilisés sont les moyens classiques, et la préparation en est confiée à des professionnels de la publicité :

— télévision : on programme des films d'une durée de 30 secondes. On compte pour cela sur la collaboration de la Télévision de l'État qui réalise les émissions sans que celles-ci soient à la charge du ministère de l'Agriculture ;

— radio : on émet des bandes enregistrées d'une durée de 15 secondes sur les différentes chaînes de radio officielles et commerciales ;

— presse : pendant les week-ends, on publie des annonces dans les journaux de diffusion nationale ou régionale. Ces annonces indiquent le niveau de danger des jours correspondants ;

— publicité extérieure : on place des panneaux métalliques le long des routes, dans les zones boisées, et des affiches dans des lieux de grande fréquentation tels que postes à essence, bureaux de tabac, bars et cafétérias, bâtiments publics, gares, etc. On distribue également des étiquettes adhésives pour véhicules, etc.

Parallèlement à cette campagne que l'on pourrait qualifier de typiquement publicitaire, on effectue d'autres opérations à caractère informatif et éducatif, dont les principaux moyens sont :

— reportages journalistiques à travers la presse, la radio et la télévision pour informer de l'évolution des risques d'incendies au cours de l'été. Ces reportages sont toujours réalisés à l'initiative des journalistes, ce qui prouve l'impact des campagnes de propagande puisqu'elles captent l'intérêt du public sur ce sujet ;

— distribution de matériel éducatif dans les écoles primaires : un livret scolaire imprimé à plus de 500 000 exemplaires, et des petits films illustrés de la même manière que le livret, de façon à servir de base aux exposés des professeurs. Le personnel forestier participe à ces exposés quand on le lui demande.

Pour toutes ces activités, des contacts sont pris avec différents organismes et sociétés publiques et privées afin d'obtenir leur collaboration, parvenant ainsi à multiplier de façon remarquable les effets qui ne pourraient être obtenus avec les fonds limités dont dispose le Service forestier (ICONA).

ETUDES SUR L'ATTITUDE DE LA POPULATION

Les conclusions des études mentionnées sont très significatives :

Sondage effectué en Galice

La Galice est la région la plus critique du pays en ce qui concerne les incendies : elle présente un taux élevé de feux volontaires (plus de 50 % de ceux dont on connaît la cause). La population est en majeure partie rurale. C'est pour cette raison que la première étude a été réalisée, en 1975, dans cette région, au travers de 203 enquêtes menées dans 37 municipalités, appartenant aussi bien à des zones à taux élevé d'incendies qu'à des zones de moindre danger. Les résultats sont en bref les suivants :

● La population est consciente de l'abondance des incendies en Galice et est informée de l'évolution récente du problème, ayant été sensibilisée par les circonstances spéciales de ces dernières années ;

- L'opinion la plus généralisée se décrit de la façon suivante :
 - il y a beaucoup d'incendies, surtout en été ;
 - les incendies se produisent plus fréquemment dans les reboisements de l'Etat, mais provoquent également des dégâts à d'autres forêts,
 - les incendies accidentels sont attribués principalement aux fumeurs ;
 - la plupart des incendies sont volontaires ;
 - l'incendie volontaire a pour origine le ressentiment de la population vis-à-vis des reboisements effectués par l'État sur d'anciens terrains de pâturage extensif ;
 - les reboisements ne sont d'aucuns profits pour la population et ils ont même des inconvénients tels que la prolifération de loups ;
 - les reboisements de même que les incendies favorisent principalement les services forestiers et les chantiers d'exploitation de bois ;
 - les incendies ne causent d'autre dommage que le dérangement pour les éteindre.

Cette opinion a été probablement modifiée en 1976, car des incendies intenses ont affecté de nombreuses forêts dans toute la région, de sorte que pratiquement tous les propriétaires ont subi des pertes ou ont été dangereusement menacés.

On propose comme solutions au problème des incendies :

- une surveillance plus étroite,
- un débroussaillage du sous-bois,
- une plus grande participation de la population aux bénéfices du reboisement.

Sondage effectué dans la Région cantabrique

Cette région est la prolongation de la Galice ; elle a des problèmes similaires, en particulier dans sa zone occidentale où il existe encore un pourcentage élevé de population rurale vouée principalement à l'élevage en montagne depuis des temps immémoriaux. L'étude s'est centrée sur cette population, laissant de côté les zones industrielles et urbaines. Les données sont de 1976. L'opinion générale recueillie dans l'étude insiste sur le fait que les incendies dans la zone de montagne sont essentiellement volontaires pour les raisons suivantes :

- on considère que les forêts communales sont administrées sans tenir compte de la population voisine. Le service forestier apparaît pour eux comme un allié de l'administration municipale en vue d'usurper les forêts ;
- on considère que les reboisements ne favorisent pas les paysans qui, par conséquent, se désintéressent de leur défense en cas d'incendie ;
- on estime que les reboisements ont occupé un espace excessif qui a obligé à abandonner l'élevage et à émigrer vers les zones industrielles ;
- on souligne que la façon d'agir dure et autoritaire de quelques gardes forestiers aggrave les problèmes ;
- on affirme que les entraves légales au brûlage des broussailles donnent lieu à des feux clandestins, dus à la peur qu'ont les paysans de la paperasserie que représente l'obtention du permis ;
- on affirme que la réglementation de la chasse et ses limitations ainsi que les dégâts causés par celle-ci aux cultures, provoquent des incendies dans le but d'éloigner les animaux.

Etude à échelle nationale

En 1976, on a également effectué une étude à échelle nationale au travers de 2 438 enquêtes localisées principalement en zones urbaines. L'opinion la plus généralisée tranche de façon remarquable sur celle recueillie dans les zones rurales :

- il existe une forte conscience de l'importance des forêts dans la richesse nationale ;
- le degré de prise de conscience qui existe au sujet des pertes que représentent les incendies de forêt est très élevé ;
- les incendies sont attribués de façon prédominante à des causes accidentelles (90 %). Les feux volontaires sont considérés comme peu importants (7 %) par un grand nombre de personnes interrogées ;
- l'importance attribuée aux forêts et aux pertes causées par les incendies de forêts dépend du degré d'intérêt porté aux informations que fournissent les différents moyens de communication ;
- les attitudes civiques positives ou négatives des personnes interrogées dépendent du degré d'intérêt portés à ces problèmes ;
- l'importance que jouent les moyens d'information sur le comportement et l'éducation de la population par rapport à ces problèmes est remarquable ;
- les attitudes de participation active (93 %) en cas d'incendie contrastent notablement sur les réactions négatives (4 %).

Conclusions comparatives de ces études

- On a observé que les actions publicitaires ont eu un effet réel puisque la population est informée de l'existence du problème des incendies. Cependant, alors que la population urbaine en général adopte une attitude de collaboration, la population rurale des zones à haut risque se montre hostile aux intérêts forestiers et explique, en allant même jusqu'à le justifier, l'incendie volontaire.
- On observe que la politique de reboisement dont les effets positifs ont été très importants pour l'approvisionnement en bois du pays et pour la lutte contre l'érosion, est contestée par de nombreux paysans des régions du Nord et qu'il y a conflits avec les intérêts des éleveurs. Il résulte, de façon contradictoire cependant, que, dans ces zones, la majeure partie de la superficie forestière appartient à des particuliers et qu'elle est très divisée, raison pour laquelle les dégâts des incendies affectent de grandes superficies de forêts réparties entre de nombreux propriétaires particuliers, outre les dégâts produits dans les forêts administrées par l'État.
- On observe un antagonisme entre les paysans et les services forestiers dans les régions du Nord, contrairement aux autres régions du pays où il y a un bon esprit de collaboration. Ceci amplifie le phénomène de l'incendie volontaire et explique aussi le manque de collaboration dans les opérations d'extinction.

RECOMMANDATIONS

D'après les conclusions ci-dessus, on peut en déduire les recommandations suivantes :

● Il est intéressant de maintenir une politique d'information et de publicité sur le thème des incendies. Cependant, on doit insister davantage sur la divulgation des dégâts provoqués par ces derniers que sur leurs causes.

L'information, outre les moyens habituels doit être dirigée par les organisations professionnelles d'agriculteurs et d'éleveurs, sensibilisées de plus en plus sur les problèmes forestiers.

La propagande doit être diversifiée, car elle est actuellement orientée de préférence vers la population urbaine. Il serait nécessaire de créer des moyens étudiés pour la population rurale et qui seraient distribués par les moyens habituels ainsi que par le Service d'extension agraire.

● Il est important que la politique de reboisement de l'État produise des bénéfices directs aux habitants des zones forestières afin qu'ils se sentent vraiment propriétaires. La divulgation des bénéfices que fournissent les forêts n'est pas suffisante si ceux-ci ne sont pas, dans une certaine mesure, concrétisés. La population urbaine peut bien les ressentir du fait qu'elle les perçoit collectivement. Par contre, la population rurale doit en supporter aussi les inconvénients et souvent même changer sa façon de vivre du fait de l'influence du reboisement dans les pâturages.

● Il est intéressant de faire collaborer la population rurale à l'activité des services forestiers dans les forêts par sa participation aux travaux : par exemple, surveillance par du personnel mobile recruté dans les villages, travaux de débroussaillages, ouverture de pare-feu. Les observateurs placés dans des tours de guet doivent également être les habitants de ces villages comme c'est le cas actuellement, sans céder à la tentation de faire appel à des étudiants auxquels on donne des salaires faibles du fait qu'ils ne connaissent pas bien la zone à surveiller.

● Le développement des reboisements et des travaux de cultures dans les forêts particulières est lié aux deux conditions ci-dessus. Dans la mesure du possible, il ne doit pas être entrepris directement par les services forestiers, mais par des crédits et subventions qui favorisent les relations du propriétaire avec ses forêts.

● Il serait nécessaire de professionnaliser les travaux d'extinction pour disposer le moins possible de la bonne volonté des paysans. Pour cela, il faut intensifier la création de groupes de secours rapide où ceux-ci s'intégreraient volontairement et dans des conditions économiques établies auparavant. L'expérience a démontré l'efficacité de ces groupes.

Cette action va dans le sens d'une collaboration plus grande entre la population et les services forestiers.

● Simultanément à ces mesures préventives, il faut renforcer l'action de la police dans la recherche des auteurs d'incendies, en donnant la plus grande publicité possible tant aux amendes données par l'Administration qu'aux peines infligées par la juridiction ordinaire.

RICARDO VELEZ
Dr. Ingénieur des Monts et Forêts
INSTITUTO NACIONAL PARA LA
CONSERVACION DE LA NATURALEZA
Gran Via de San Francisco 35
MADRID 5 (Espagne)